



Nouvelles Assurances Obligatoires en Zone CIMA Impacts Socio-Economiques

PROJET FANAF AssurOblig 2022

Etude réalisée par le groupe CISCO CONSULTING-SOLVISEO



SOMMAIRE



A- INTRODUCTION (Démarche Méthodologique)

B- RESULTATS DE L'ETUDE D'IMPACTS

C- UTILITE ET FAISABILITE DU PROJET

D- SYNTHESE

E- ANNEXES

A. INTRODUCTION (Démarche Méthodologique)

○ INTRODUCTION (DEMARCHE METHODOLOGIQUE)



- Remercier à la FANAF pour cette occasion offerte à notre cabinet, de comprendre les réalités économiques et assurancielles que nous vivons en Afrique subsaharienne.
- CE PROJET DE LA FANAF A ÉTÉ TRES BIEN ACCEUILLI PAR LES ACTEURS DE L'ECONOMIE (ETATS, FINANCES, ASSURANCES).
- La FANAF mérite d'être regardée aujourd'hui comme l'un des meilleurs dénominateurs communs des pays d'Afrique subsaharienne ; lorsqu'elle demande une étude, nous avons conscience qu'elle doit recevoir des livrables qui vont au bout de **l'intrication des assurances dans les activités économiques** des Etats.
- **Ainsi, par cette étude, nous avons cherché à faire émerger le rôle profond de l'assurance au sein de l'économie et de sa croissance**, par la modélisation et la recherche pédagogique.
- Avant de présenter les résultats de l'étude, nous tenons à apporter des précisions qui nous semblent importantes sur la démarche méthodologique utilisée dans nos travaux.

○ A-I. PRÉCISIONS RELATIVES AUX OBJECTIFS FIXÉS

- Sur la base des termes de référence, nous avons réalisé une étude des impacts socio-économiques de la mise en place de nouvelles assurances obligatoires.
- De tels impacts ne peuvent être lus (par les autorités des Etats et par la CIMA) que dans l'activité économique d'un pays, précisément à travers les recettes et les dépenses.
- Or, le produit intérieur brut (PIB) qui se construit à partir de certaines recettes et certaines dépenses, est le meilleur agrégat macro-économique en représentation des activités économiques d'un pays.
- Nous avons ainsi mesuré la place de l'assurance dans l'activité économique, avant et après la mise en place de nouvelles assurances, pour en tirer des conclusions sur les agrégats tels que **le chiffre d'affaires potentiels des assureurs, les recettes de l'Etat, les placements possibles des provisions, les sinistres réglés en contribution à la protection sociale, les résultats des compagnies.**
- Ceci explique l'importance du PIB dans les orientations de l'étude ; et tout en ayant adopté cette orientation économique, nous avons veillé aux respects des objectifs identifiés dans le cadre des termes de référence.

○ A-II. PRÉCISIONS RELATIVES AUX DONNÉES ET A LA TARIFICATION

- **Nous avons réalisé une tarification macroéconomiques** en lieu et place d'une tarification classique pour deux raisons :
 - **Raison 1** : A ce stade du projet nous n'avons pas encore reçu des données statistiques consistantes par catégorie socioprofessionnelle (données en micro) comparables sur les trois marchés cibles (qualité des données micro-économiques spécifiques aux acteurs concernés par la tarification); or, l'incohérence des données induit une incohérence du tarif, qui se lit dans tous les développements des ultimes (chemin de la liquidation des règlements de sinistres).
 - **Raison 2** : Nous n'avons pas de lisibilité en termes de pratique de l'actuariat IARD sur le marché de la zone Cima. Les tarifs usuels sont soit hérités de l'historique française, soit associés à des tarifs de grands réassureurs français (ceux des risques spécifiques par la CIMA) ; ainsi le marché ne dispose pas de tarifs standardisés ni au niveau pays ni au niveau zone.
- Ces deux raisons (détaillées dans le rapport) **confirment l'urgence de démarrer la pratique de l'actuariat en assurance IARD sur le marché.**

○ A-II. PRÉCISIONS RELATIVES AUX DONNÉES ET A LA TARIFICATION

- Notre approche s'inscrit aussi dans un cadre d'innovation actuarielle, cohérente avec la notion de prime commerciale car corrélée avec le Produit Intérieur Brut par habitant (donc conforme au pouvoir d'achat des futurs assurés).
- Les nouveaux produits d'assurances proposés par la FANAF étant obligatoires, la loi des grands nombres s'impose et la mutualisation des risques ne pourra pas poser de problème tant que la tarification sera conforme au pouvoir d'achat des assurés.
- Une tarification classique adviendra obligatoirement dès la disponibilité des données nécessaires, sinon forcément en cours de projet ; elle permettra de *BENCHMARKER* la tarification macroéconomique que nous avons réalisée et de gérer aussi les ajustements tarifaires après chaque année de clôture d'exercice (par la confrontation des projections et de la réalité vécue). Pour une réelle stabilité de la tarification, il faudra au moins cinq années de pratique d'un produit d'assurance obligatoire. En procédant ainsi, nous bâtirons ensemble des tarifs standardisés pour la zone CIMA.
- À travers ce projet, la FANAF est en train de construire un marché standardisé. En tant que cabinet d'actuariat, nous avons le devoir d'y participer, en veillant surtout à ce que nos prédictions ne s'écartent pas beaucoup des réalités du futur (forte responsabilité des actuaires dans la tarification).

○ A-II. PRÉCISIONS RELATIVES AUX DONNÉES ET A LA TARIFICATION

- Dans le cadre du modèle que nous avons bâti pour réaliser l'étude, nous nous sommes appuyés sur des **données macroéconomiques** et des données financières (paramètres et variables) en entrée de nos moteurs de calcul.
- Ce ne sont pas des hypothèses que nous nous sommes fixées, mais plutôt des paramètres et des variables nécessaires à tout type de modèle ; les paramètres permettent de caler le modèle et de surveiller ses dérives alors que les variables évoluent dans nos projections pour fournir les indicateurs en sortie du modèle.
- Ces données caractérisent les Etats ou d'autres entités comme les Banques Centrales, et font en grande partie l'objet de publications par des organismes qui les utilisent périodiquement (Directions d'Etats, FMI, Banque Mondiale, BCEAO, BEAC, Banque de France, Trésor français, ONG, ...).
- **Le fondement de l'étude d'impacts se situe au niveau du chiffre d'affaires que les assureurs réaliseront avec la mise en place des nouvelles assurances obligatoires ; ce chiffre d'affaires est fonction de la tarification des futurs produits à commercialisés.**

○ A-III. PRÉCISIONS RELATIVES A L'APPRÉCIATION DES DONNÉES

- Ce modèle qui combine l'économie, la finance et l'assurance permettra aux acteurs qui réalisent le Produit Intérieur Brut de valider les données et d'apprécier les impacts des nouvelles assurances pour en faire part aux autorités étatiques. La majorité des données utilisées dans cette étude sont d'origines soit étatiques, soit des publications des banques centrales ou d'organismes nationaux (instituts de statistiques) et internationaux.
- La nécessité de disposer de données de qualité s'explique par la nécessité d'une présentation du modèle aux acteurs des Etats qui réalisent le PIB, aux instituts de statistiques et aux banquiers centraux dans chaque pays cible.
- Après présentation du modèle à l'ensemble des acteurs ci-dessus, les données seront forcément validées.
- Sur l'ensemble des données sollicitées par CISCO CONSULTING, aucun des trois pays n'a pu répondre à hauteur de 60% des demandes. Nous avons été obligés de partir des données disponibles pour établir tous les ratios nécessaires à nos simulations ; après établissement des ratios, un pays comme le Sénégal a pu fournir des données jugées conformes à leur niveau (le Trésor, l'Institut des statistiques du Sénégal et la Banque Centrale)
- Nous comptons présenter le modèle à tous les acteurs qui travaillent sur l'élaboration du PIB pour que les données soient validées.

○ A-IV. PRÉCISIONS SUR LA CONCEPTION ECONOMIQUE ET FINANCIÈRE INTÉGRANT L'ASSURANCE



- Notre méthodologique consiste à approcher le problème selon une vision plus métier que purement statistique, par les liens entre les données fondamentales de l'assurance et les agrégats économiques qui sont à la base de la richesse nationale (PIB).
- Nous avons modélisé toutes les sources d'argent disponible dans l'environnement économique en recettes du pays, ainsi que les dépenses correspondantes effectuées par les agents économiques.
- Pour chaque pays, nous partons de l'argent disponible (qui intègre les recettes du PIB) que l'on met en face de toutes les dépenses (qui intègrent les dépenses du PIB).
- Nous faisons tourner l'économie en recomposant le PIB qui ressort comme un agrégat ex-poste (Output) et qui nous permet de recalibrer le modèle par rapport à la communication occidentale.
- Le transfert net d'argent est représenté comme de l'argent qui rentre dans nos caisses et permet à nos familles de dépenser.
- Le déficit de l'État (l'emprunt lié au déficit), est représenté comme de l'argent non issu d'une production mais qui sera dépensé par l'Etat.
- Le secteur bancaire (qui émet la monnaie en circulation) dispose d'un rôle d'infrastructure.

○ A-IV. PRÉCISIONS SUR LA CONCEPTION ECONOMIQUE ET FINANCIÈRE INTÉGRANT L'ASSURANCE



- La modélisation met en lumière la place de l'assurance dans l'économie, par sa contribution aux recettes et aux dépenses et par son rôle de couverture de la masse monétaire en circulation.
- La valeur ajoutée (recette nette) en assurance s'interprète comme une différence entre le chiffre d'affaires et les dépenses hors salaires est hors bénéfices (un exemple simple sur la zone est fourni dans le rapport).
- L'irrigation du secteur privé par les dépenses du secteur publique (car le public fait travailler le privé) a été modélisée par un multiplicateur qui prend en compte le niveau d'épargne des agents publics, le niveau de sous-traitance du secteur public et la consommation importée.
- La modélisation boucle comme suit : nous partons de la masse monétaire en circulation qui est assurée ou adossée à des fonds propres de banquiers (en réserves fractionnaires par rapport aux réserves nettes de change) ; ces réserves fractionnaires dépendent de la capacité de production du pays à l'export ; cette capacité de produit à l'export est d'autant plus importante que la masse monétaire l'est et que les banques sont couvertes pour les projets de renforcement des moyens de production. La boucle est ainsi faite sur les assurances comme temporaire défaut des entreprises, assurance décès temporaire d'homme clé, etc.

B. RESULTATS DE L'ETUDE D'IMPACTS

○ B-I. LA MODÉLISATION DES NOUVELLES ASSURANCES

LISTE DES PRODUITS D'ASSURANCES RETENUS

LISTE DES ASSURANCES NOUVELLES MODELISEES		
ASSURANCE VIE		
1	ASS IFC-IDR	ASSURANCE EXTERNALISTION DES INDEMNITES DE FIN DE CARRIERE
2	ASS RSE	RETRAITE SUPPLEMENTAIRE PAR L'ENTREPRISE
3	ASS PS	ASSURANCE PREVOYANCE DES SALARIES
4	ASS TPDC CS	ASSURANCE TEMPORAIRE DECES ADOSSEE AUX COMPTES SOCIAUX
ASSURANCE IARD-T		
5	ASS RC PRO	ASSURANCE RESPONSABILITE CIVILE PROFESSIONNELLE
6	ASS CNBP	ASSURANCE CORPS DE NAVIRES BATTANT PAVILLON DU PAYS
7	ASS RCCE P	ASSURANCE RESPONSABILITE CIVILE DE CHEFS D'ENTREPRISES POLLUANTES
8	ASS RC ESPP	ASSURANCE RESPONSABILITE CIVILE DES ETABLISSEMENTS SANITAIRES PUBLICS ET PRIVES
9	ASS RC OPE	ASSURANCE RC DES ORGANISATEURS-PROMOTEURS-EXPLOITANTS D'ACTIVITES CULTURELLES ET SPORTIVES
10	ASS CEFSCE	ASSURANCE POUR COMMERCE ELECTRONIQUE ET FOURNISSEURS DE SERVICES DE CERTIFICATS
11	ASS AG	ASSURANCE EXPLOITANT AGRICOLE (MULTIRISQUE AGRICOLE, ASSURANCE CLIMATIQUE)
12	ASS AI EPP	ASSURANCE INCENDIES ETABLISSEMENTS PUBLICS ET PRIVES
13	ASS PE	ASSURANCE PERTE D'EXPLOITATION
14	ASS VEFA	ASSURANCE POUR VENTE D'IMMEUBLE EN L'ETAT FUTUR D'ACHEVEMENT (PROMO IMMO)
15	ASS CDO	ASSURANCE CONSTRUCTION DOMMAGE OUVRAGE
16	ASS CD	ASSURANCE CONSTRUCTION DECENNALE
17	ASS ETP	ASSURANCE EXECUTION DES TRAVAUX PUBLICS
18	A TPDE	ASSURANCE DEFAUT TEMPORAIRE DES ENTREPRISES
19	ASS CH	ASSURANCE CAUTION IMMOBILIERE AUX PARTICULIERS (CREDIT LOGEMENTS)
20	ASS RC SIA	ASSURANCE SCOLAIRE (RESPONSABILITE CIVILE ET INDIVIDUELLE ACCIDENT)
21	ASS H	ASSURANCE HABITATION
22	ASS S	ASSURANCE SANTE

○ B-I. LA MODÉLISATION DES NOUVELLES ASSURANCES

ELÉMENTS TARIFAIRES

ELEMENTS DE TARIFICATION DES NOUVELLES ASSURANCES

ASSURANCE VIE		ASSIETE D'APPLICATION ACTUARIEELLE		
1	ASS IFC-IDR	Taux Cotis IDR/Salaire	8.3%	Dépenses (Consommation) des salaires du secteur Privé
2	ASS RSE	Taux Cotis Retraite/Salaire	12-15%	Dépenses (Consommation) des salaires du secteur Privé
3	ASS PS	Taux Cotis Prévoyance/Salaire	0.5%	Dépenses (Consommation) des salaires du secteur Public
4	ASS TPDC CS	Taux Prime Décès	0.6%	Population active et retraitée
		Capital DC (Millions CFA)	3	
ASSURANCE IARD-F				
5	ASS RC PRO	Taux Prime	5.0%	Recettes (secteur Sec et Tert hors Ass et %tage du sect Prim)
6	ASS CNBP	Taux Prime	6.0%	Valeur des Importations et Exportations
7	ASS RCCE P	Taux Prime	0.13%	Profits des entreprises
8	ASS RC ESPP	Taux Prime	5.0%	Dépenses de santé relatives aux hôpitaux
9	ASS RC OPE	Taux Prime	5.0%	Dépenses en épargne des particuliers
10	ASS CEFSCE	Taux Prime	5.0%	Produit Intérieur Brut (PIB)
11	ASS AG	Taux Prime	5.0%	Recettes des exploitants agricoles du secteur primaire
12	ASS AI EPP	Taux Prime/ValeurPatrimoineImmobilier	0.1%	Profits des entreprises
13	ASS PE	Taux Prime	5.0%	Dépenses en Conso des salaires du secteur Privée
14	ASS VEFA	Taux Prime	5.0%	Produit Intérieur Brut (PIB)
15	ASS CDO	Taux Prime	0.6%	Produit Intérieur Brut (PIB)
16	ASS CD	Taux Prime/CA Construction	3.0%	Produit Intérieur Brut (PIB)
17	ASS ETP	Taux Prime	3.6%	Produit Intérieur Brut (PIB)
18	A TPDE	Taux Prime Défaut Entreprise	5.0%	Dettes des Entreprises
19	ASS CH	Taux Prime Défaut particulier	2.0%	Dettes des Ménages
20	ASS RC SIA	Forfait	500	Population Enfants
21	ASS H	Taux Prime/Val Hab.	0.1%	Patrimoine Immobilier des particuliers propriétaires
22	ASS S	Niveau de CA/Dépense Santé	80.0%	Dépenses de santé
DONNEES DE REFERENCE				
		Rapport PIB Construction/PIB	8.0%	
		Nbre de Propriétaires	11.0%	
		Prix moyen habitation (milliards XOF)	0.035	
		Rapport LogNeuf/Construction	50%	
		DépensesSantéMoyenne/Habitant (F CFA)	5200	
		Patrimoine Immo/EBE	5	
		Dépenses/Masse salariale	1.5	
		Rapport PIB TP/PIB Construction	50%	

○ B-II. PRESENTATION DES RESULTATS

IMPACTS SUR L'ACTIVITE ECONOMIQUE CAMEROUNAISE

Acteurs	Impacts du développement des assurances obligatoires	Scenarios	N	N+1	N+2	N+3
ETATS	Indicateur : Croissance des recettes de l'Etat liées à l'assurance <i>Commentaire : apport d'une richesse supplémentaire à la collectivité</i>	-Sans nouvelles assurances (Mds XOF)	80.5	84.9	90.2	95.8
		-Avec nouvelles assurances (Mds XOF)	80.5	530.0	554.9	588.7
	Indicateur : Evolution du PIB Hypothèse centrale de croissance réelle du PIB à 0.51% sur 3 ans <i>Commentaire : L'assurance entraîne la confiance qui renforce la consommation et permet de collecter davantage de TVA</i>	-Sans nouvelles assurances (Mds XOF)	26 591	27 491	27 951	28 421
		-Avec nouvelles assurances (Mds XOF)	26 591	27 491	29 264	30 812
	Indicateur : Part de la dette de l'Etat détenue par les assureurs <i>Commentaire : L'assurance permet une plus grande indépendance financière de l'Etat et réduit la dette extérieure</i>	-Sans nouvelles assurances (%Dette Etat)	3.58%	3.79%	4.20%	4.78%
		-Avec nouvelles assurances (%Dette Etat)	3.58%	10.17%	14.98%	19.67%

○ B-II. PRESENTATION DES RESULTATS

IMPACTS SUR L'ACTIVITE ECONOMIQUE CAMEROUNAISE

Acteurs	Impacts du développement des assurances obligatoires	Scenarios	N	N+1	N+2	N+3
ASSUREURS	-Croissance du CA (cotisations)	-Sans nouvelles assurances (Mds XOF)	398	455	530	606
		-Avec nouvelles assurances (Mds XOF)	398	3 448	3 610	3 870
	<i>-Croissance du CA Vie</i>	-Sans nouvelles assurances (Mds XOF)	93	146	216	287
		-Avec nouvelles assurances (Mds XOF)	93	1 606	1 703	1 879
	<i>-Croissance du CA Non Vie</i>	-Sans nouvelles assurances (Mds XOF)	305	310	315	320
		-Avec nouvelles assurances (Mds XOF)	305	1 842	1 907	1 991
	-Croissance des bénéfices	-Sans nouvelles assurances (Mds XOF)	40	46	53	61
		-Avec nouvelles assurances (Mds XOF)	40	345	361	387
	-Croissance de l'emploi	-Sans nouvelles assurances(Nbre)	1 357	2 198	2 331	2 481
		-Avec nouvelles assurances(Nbre)	1 357	7 948	14 060	14 796

○ B-II. PRESENTATION DES RESULTATS

IMPACTS SUR L'ACTIVITE ECONOMIQUE CAMEROUNAISE

Acteurs	Impacts du développement des assurances obligatoires	Scenarios	N	N+1	N+2	N+3
BANQUES	Indicateur : Evolution des émissions de crédit	-Sans nouvelles assurances (Mds XOF)	424.7	439.1	446.5	454.0
		<i>Commentaire : Sécurisation des prêts aux entreprises et aux particuliers et protection contre le risque de non remboursement (défaut des entreprises et des ménages, décès des personnes)</i>	-Avec nouvelles assurances (Mds XOF)	424.7	910.2	1 462.6
	Indicateur : Commissions courtage assurances	-Sans nouvelles assurances (Mds XOF)	1.3	1.8	2.9	4.0
		<i>Commentaire : Commission en tant que apporteur d'affaires</i>	-Avec nouvelles assurances (Mds XOF)	2.1	112.8	120.3
	-Baisse des taux bancaires lié à la protection contre le risque de non remboursement	-Sans nouvelles assurances(%)	8.00%	8.00%	8.00%	8.00%
		-Avec nouvelles assurances(%)	8.00%	6.68%	6.68%	6.70%
	-Optimisation de leur ratio de solvabilité	-Sans nouvelles assurances	8.88%	8.74%	8.60%	8.46%
		<i>Commentaire : Optimisation des fonds propres et du provisionnement en cas de créances douteuses</i>	-Avec nouvelles assurances	8.88%	10.08%	9.81%

○ B-II. PRESENTATION DES RESULTATS

IMPACTS SUR L'ACTIVITÉ ECONOMIQUE CAMEROUNAISE

Acteurs	Impacts du développement des assurances obligatoires	Scenarios	N	N+1	N+2	N+3
PARTICULIERS	- Indicateur : Emission de crédit aux particuliers	-Sans nouvelles assurances (Mds XOF)	81	83	85	86
		-Avec nouvelles assurances (Mds XOF)	81	555	1 084	1 672
	- Indicateur : Nombre d'emprunteurs particuliers	-Sans nouvelles assurances (Nbre)	73 039	82 740	92 168	101 656
		-Avec nouvelles assurances (Nbre)	73 039	133 187	255 260	442 897
-Gain de confiance sur les produits assurés : facilite la consommation -Gain de confiance sur la santé et la protection sociale : facilite l'embauche et les transactions -Education sur le risque : Evolution de la protection et de la prévoyance et optimisation des transactions économiques -Hausse du financement des ménages sur l'immobilier et la consommation						

Acteurs	Impacts du développement des assurances obligatoires	Scenarios	N	N+1	N+2	N+3
ENTREPRISES	- Indicateur : Emission de crédit aux entreprises	-Sans nouvelles assurances (Mds XOF)	344	356	362	368
		-Avec nouvelles assurances (Mds XOF)	344	356	379	399
-Gain de confiance lié à l'assurance Temporaire Défaut et à l'assurance fournisseurs : offre davantage de financement et accès aux ressources -Gain de confiance lié aux nouvelles assurances : offre davantage de débouchés commerciaux (assurance qualité pour les consommateurs)						

○ B-II. PRESENTATION DES RESULTATS

IMPACTS SUR L'ACTIVITE ECONOMIQUE DU SENEGAL

Acteurs	Impacts du développement des assurances obligatoires	Scenarios	N	N+1	N+2	N+3
ETATS	Indicateur : Croissance des recettes de l'Etat liées à l'assurance <i>Commentaire : apport d'une richesse supplémentaire à la collectivité</i>	-Sans nouvelles assurances (Mds XOF)	15.7	17.2	18.8	20.6
		-Avec nouvelles assurances (Mds XOF)	15.7	67.0	74.0	84.1
	Indicateur : Evolution du PIB <i>Hypothèse centrale de croissance réelle du PIB à 0.51% sur 3 ans</i> <i>Commentaire : L'assurance entraîne la confiance qui renforce la consommation et permet de collecter davantage de TVA</i>	-Sans nouvelles assurances (Mds XOF)	13 570	13 757	13 906	14 058
		-Avec nouvelles assurances (Mds XOF)	13 570	13 757	14 909	16 346
	Indicateur : Part de la dette de l'Etat détenue par les assureurs <i>Commentaire : L'assurance permet une plus grande indépendance financière de l'Etat et réduit la dette extérieure</i>	-Sans nouvelles assurances (%Dette Etat)	4.71%	4.82%	5.17%	5.68%
		-Avec nouvelles assurances (%Dette Etat)	4.71%	9.93%	13.87%	18.04%

○ B-II. PRESENTATION DES RESULTATS

IMPACTS SUR L'ACTIVITE ECONOMIQUE DU SENEGAL

Acteurs	Impacts du développement des assurances obligatoires	Scenarios	N	N+1	N+2	N+3
ASSUREURS	-Croissance Totale du CA (cotisations)	-Sans nouvelles assurances (Mds XOF)	339	387	436	487
		-Avec nouvelles assurances (Mds XOF)	339	1 862	2 006	2 247
	<i>-Croissance du CA Vie</i>	-Sans nouvelles assurances (Mds XOF)	69	112	157	202
		-Avec nouvelles assurances (Mds XOF)	69	924	1 021	1 187
	<i>-Croissance du CA Non Vie</i>	-Sans nouvelles assurances (Mds XOF)	270	275	279	284
		-Avec nouvelles assurances (Mds XOF)	270	938	986	1 060
	-Croissance des bénéfices	-Sans nouvelles assurances (Mds XOF)	29	31	33	34
		-Avec nouvelles assurances (Mds XOF)	29	122	129	142
	-Croissance de l'emploi	-Sans nouvelles assurances(Nbre)	1 118	1 815	1 914	2 016
		-Avec nouvelles assurances(Nbre)	1 118	4 690	7 855	8 485

○ B-II. PRESENTATION DES RESULTATS

IMPACTS SUR L'ACTIVITE ECONOMIQUE DU SENEGAL

Acteurs	Impacts du développement des assurances obligatoires	Scenarios	N	N+1	N+2	N+3
BANQUES	Indicateur : Evolution des émissions de crédit <i>Commentaire : Sécurisation des prêts aux entreprises et aux particuliers : protection contre le risque de non remboursement (défaut des entreprises et des ménages, décès des personnes)</i>	-Sans nouvelles assurances (Mds XOF)	136.8	138.7	140.2	141.7
		-Avec nouvelles assurances (Mds XOF)	136.8	712.2	1 367.6	2 158.1
	Indicateur : Commissions courtage assurances <i>Commentaire : Commission en tant que apporteur d'affaires</i>	-Sans nouvelles assurances (Mds XOF)	1.4	1.4	1.5	1.6
		-Avec nouvelles assurances (Mds XOF)	1.4	92.2	100.0	112.4
	-Baisse des taux bancaires lié à la protection contre le risque de non remboursement	-Sans nouvelles assurances(%)	7.00%	7.00%	7.00%	7.00%
		-Avec nouvelles assurances(%)	7.00%	5.69%	5.73%	5.81%
	-Optimisation de leur ratio de solvabilité <i>Commentaire : Optimisation des fonds propres et du provisionnement en cas de créances douteuses</i>	-Sans nouvelles assurances	8.57%	8.49%	8.40%	8.31%
		-Avec nouvelles assurances	8.57%	9.84%	9.41%	8.68%

○ B-II. PRESENTATION DES RESULTATS

IMPACTS SUR L'ACTIVITE ECONOMIQUE DU SENEGAL

Acteurs	Impacts du développement des assurances obligatoires	Scenarios	N	N+1	N+2	N+3	
PARTICULIERS	-Indicateur : Emission de crédit aux particuliers	-Sans nouvelles assurances (Mds XOF)	26	26	27	27	
		-Avec nouvelles assurances (Mds XOF)	26	600	1 246	2 025	
	- Indicateur : Nombre d'emprunteurs particuliers	-Sans nouvelles assurances (Nbre)	73 596	72 606	75 423	78 221	
		-Avec nouvelles assurances (Nbre)	73 596	135 075	277 579	507 403	
	-Gain de confiance sur les produits assurés : facilite la consommation						
	-Gain de confiance sur la santé et la protection sociale : facilite l'embauche et les transactions						
-Education sur le risque : Evolution de la protection et de la prévoyance et optimisation des transactions économiques							
-Hausse du financement des ménages sur l'immobilier et la consommation							
Acteurs	Impacts du développement des assurances obligatoires	Scenarios	N	N+1	N+2	N+3	
ENTREPRISES	- Indicateur : Emission de crédit aux entreprises	-Sans nouvelles assurances (Mds XOF)	111	112	114	115	
		-Avec nouvelles assurances (Mds XOF)	111	204	288	316	
	-Gain de confiance lié à l'assurance Temporaire Défaut et à l'assurance fournisseurs : offre davantage de financement et accès aux ressources						
-Gain de confiance lié aux nouvelles assurances : offre davantage de débouchés commerciaux (assurance qualité pour les consommateurs)							

○ B-II. PRESENTATION DES RESULTATS

IMPACTS SUR L'ACTIVITÉ ECONOMIQUE IVOIRIENNE

Acteurs	Impacts du développement des assurances obligatoires	Scenarios	N	N+1	N+2	N+3
ETATS	Indicateur : Croissance des recettes de l'Etat liées à l'assurance <i>Commentaire : apport d'une richesse supplémentaire à la collectivité</i>	-Sans nouvelles assurances (Mds XOF)	48.0	53.8	59.0	64.8
		-Avec nouvelles assurances (Mds XOF)	48.0	173.4	198.7	230.0
	Indicateur : Evolution du PIB <i>Hypothèse centrale de croissance réelle du PIB à 0.51% sur 3 ans.</i> <i>Commentaire : L'assurance entraîne la confiance qui renforce la consommation et permet de collecter davantage de TVA</i>	-Sans nouvelles assurances (Mds XOF)	39 328	40 599	41 691	42 813
		-Avec nouvelles assurances (Mds XOF)	39 328	40 599	44 123	48 466
	Indicateur : Part de la dette de l'Etat détenue par les assureurs <i>Commentaire : L'assurance permet une plus grande indépendance financière de l'Etat et réduit la dette extérieure</i>	-Sans nouvelles assurances (%Dette Etat)	3.19%	3.36%	3.70%	4.15%
		-Avec nouvelles assurances (%Dette Etat)	3.19%	7.57%	10.93%	14.25%

○ B-II. PRESENTATION DES RESULTATS

IMPACTS SUR L'ACTIVITÉ ECONOMIQUE IVOIRIENNE

Acteurs	Impacts du développement des assurances obligatoires	Scenarios	N	N+1	N+2	N+3
ASSUREURS	-Croissance Totale du CA (cotisations)	-Sans nouvelles assurances (Mds XOF)	1 048	1 169	1 305	1 445
		-Avec nouvelles assurances (Mds XOF)	1 048	4 531	5 065	5 723
	<i>-Croissance du CA Vie</i>	-Sans nouvelles assurances (Mds XOF)	181	285	402	524
		-Avec nouvelles assurances (Mds XOF)	181	1 969	2 344	2 772
	<i>-Croissance du CA Non Vie</i>	-Sans nouvelles assurances (Mds XOF)	867	884	903	922
		-Avec nouvelles assurances (Mds XOF)	867	2 562	2 721	2 951
	-Croissance des bénéfices	-Sans nouvelles assurances (Mds XOF)	92	97	102	108
		-Avec nouvelles assurances (Mds XOF)	92	315	342	378
	-Croissance de l'emploi	-Sans nouvelles assurances(Nbre)	1 921	5 282	5 561	5 858
		-Avec nouvelles assurances(Nbre)	1 921	11 984	19 665	21 645

○ B-II. PRESENTATION DES RESULTATS

IMPACTS SUR L'ACTIVITÉ ECONOMIQUE IVOIRIENNE

Acteurs	Impacts du développement des assurances obligatoires	Scenarios	N	N+1	N+2	N+3
BANQUES	Indicateur : Evolution des émissions de crédit <i>Commentaire : Sécurisation des prêts aux entreprises et aux particuliers : protection contre le risque de non remboursement (défaut des entreprises et des ménages, décès des personnes)</i>	-Sans nouvelles assurances (Mds XOF)	1 017.0	1 049.9	1 078.1	1 107.1
		-Avec nouvelles assurances (Mds XOF)	1 017.0	2 485.9	4 132.9	6 132.6
	Indicateur : Commissions courtage assurances <i>Commentaire : Commission en tant que apporteur d'affaires</i>	-Sans nouvelles assurances (Mds XOF)	2.0	2.5	3.0	3.5
		-Avec nouvelles assurances (Mds XOF)	2.0	151.2	175.6	211.7
	-Baisse des taux bancaires lié à la protection contre le risque de non remboursement	-Sans nouvelles assurances(%)	7.00%	7.00%	7.00%	7.00%
		-Avec nouvelles assurances(%)	7.00%	6.11%	6.11%	6.13%
	-Optimisation de leur ratio de solvabilité <i>Commentaire : Optimisation des fonds propres et du provisionnement en cas de créances douteuses</i>	-Sans nouvelles assurances	7.75%	7.55%	9.37%	11.31%
		-Avec nouvelles assurances	7.75%	8.46%	10.00%	11.11%

○ B-II. PRESENTATION DES RESULTATS

IMPACTS SUR L'ACTIVITÉ ECONOMIQUE IVOIRIENNE

Acteurs	Impacts du développement des assurances obligatoires	Scenarios	N	N+1	N+2	N+3
PARTICULIERS	-Indicateur : Emission de crédit aux particuliers	-Sans nouvelles assurances (Mds XOF)	193	199	205	210
		-Avec nouvelles assurances (Mds XOF)	193	1 636	3 209	5 117
	-Indicateur : Nombre d'emprunteurs particuliers	-Sans nouvelles assurances (Nbre)	120 497	127 071	151 622	176 678
		-Avec nouvelles assurances (Nbre)	120 497	297 581	683 689	1 296 236
-Gain de confiance sur les produits assurés : facilite la consommation -Gain de confiance sur la santé et la protection sociale : facilite l'embauche et les transactions -Education sur le risque : Evolution de la protection et de la prévoyance et optimisation des transactions économiques -Hausse du financement des ménages sur l'immobilier et la consommation						
Acteurs	Impacts du développement des assurances obligatoires	Scenarios	N	N+1	N+2	N+3
ENTREPRISES	-Indicateur : Emission de crédit aux entreprises	-Sans nouvelles assurances (Mds XOF)	824	850	873	897
		-Avec nouvelles assurances (Mds XOF)	824	850	924	1 015
-Gain de confiance lié à l'assurance Temporaire Défaut et à l'assurance fournisseurs : offre davantage de financement et accès aux ressources -Gain de confiance lié aux nouvelles assurances : offre davantage de débouchés commerciaux (assurance qualité pour les consommateurs)						

C. UTILITE ET FAISABILITE DU PROJET

○ C-I. ARGUMENTS D'UTILITE

Après les étapes du projet ayant fait l'objet d'état des lieux, de contact avec les partenaires incontournables, d'une construction cartographique des risques assurables sur chaque pays à étudier, d'une base de données spécifique à la mission et d'une réalisation d'étude d'impacts, nous mettons en place ci-dessous les moyens d'inciter les Etats, le secteur financier (banques et banques centrales) et la CIMA à participer activement au projet des assurances obligatoires de la FANAF.

C-I.1 *Argumentaires Généraux*

Cette étude offre une visibilité sur les orientations que la FANAF souhaite apporter à l'Industrie de l'Assurance Africaine. Les résultats sur les trois pays cibles ont révélés une parfaite convergence et cohérence des impacts des assurances obligatoires sur l'ensemble de l'activité économique.

Dans les tableaux de ratios présentés ci-dessous :

- Les taux indiqués pour le Cameroun, le Sénégal et la Côte d'Ivoire sont des moyennes sur les quatre prochaines années de mise en place des assurances obligatoires.
- Tx M = Taux Moyen d'évolution en scénario central.
- Tx M Corrigé = Taux Moyen d'évolution en scénario pessimiste.

○ C-I. ARGUMENTS D'UTILITE

□ Croissance significative des recettes de l'Etat :

C Recettes Etat	CMR	SN	CI	Tx M	Tx M Corrigé
sans Nvelles Assurances	6%	9%	11%	9%	10%
Avec Nvelles Assurances	190%	117%	97%	134%	116%

- L'introduction de nouvelles assurances obligatoires sur les quatre prochaines années fait évoluer les recettes d'Etat de 10% à 116% en moyenne corrigée ; d'où un apport de richesse supplémentaire à toute la collectivité.
- La très forte évolution s'explique par le taux de croissance des recettes **la première année** de mis en place des assurances obligatoires qui atteint 350% (tableau ci-dessous) en moyenne corrigée, pour les trois pays cibles ; seulement, les recettes n'étant pas cumulatives, cette croissance se stabilise sur les années suivantes.

Première année d'Assurances Obligatoires				
CMR	SN	CI	Tx M	Tx M Corrigé
558%	325%	261%	382%	350%

○ C-I. ARGUMENTS D'UTILITE

□ Croissance de la Part de dette d'Etat détenue par les assureurs :

Dette Etat D A	CMR	SN	CI	Tx M	Tx M Corrigé
sans Nvelles Assurances	10%	6%	9%	9%	8%
Avec Nvelles Assurances	88%	60%	71%	73%	49%

- L'introduction de nouvelles assurances obligatoires sur les quatre prochaines années fait évoluer la part de la dette d'Etat détenue par les assureurs de 8% à 49% en moyenne corrigée sur les trois pays cibles ; ce qui est source d'une plus grande indépendance financière de l'Etat et d'une réduction sensible de sa dette extérieure.
- La forte évolution relève du caractère cumulatif des dettes d'Etat détenues par les assureurs.

○ C-I. ARGUMENTS D'UTILITE

□ Croissance du Chiffre d'Affaire pour le secteur des assurances :

C Chiffre d'Affaires	CMR	SN	CI	Tx M	Tx M Corrigé
sans Nvelles Assurances	15%	13%	11%	13%	12%
Avec Nvelles Assurances	260%	156%	119%	178%	170%

- Les assurances obligatoires sur les quatre prochaines années feront évoluer le chiffre d'Affaires des assureurs de 12% à 170% en moyenne corrigée sur les trois pays cibles ; ce qui est source d'une flexibilité dans les règlements de sinistres.
- .La très forte évolution s'explique par le taux de croissance **la première année** de mis en place des assurances obligatoires qui atteint 510% en moyenne corrigée (tableau ci-dessous), pour les trois pays cibles ; seulement, les chiffres d'affaires annuels n'étant pas cumulatifs, cette croissance se stabilise sur les années suivantes.

Première année d'assurances obligatoires				
CMR	SN	CI	Tx M	Tx M Corrigé
767%	449%	332%	516%	510%

○ C-I. ARGUMENTS D'UTILITE

□ Croissance du bénéfice des Compagnies d'Assurance :

C Bénéfice	CMR	SN	CI	Tx M	Tx M Corrigé
sans Nvelles Assurances	15%	6%	5%	9%	9%
Avec Nvelles Assurances	260%	111%	87%	153%	150%

- La régularité du chiffre d'affaires accompagne l'évolution du bénéfice des compagnies qui passerait d'un rythme de 9% à 150% en moyenne corrigée sur les trois pays cibles.

□ Croissance de l'emploi pour le secteur des assurances :

C E	CMR	SN	CI	Tx M	Tx M Corrigé
sans Nvelles Assurances	6%	24%	62%	31%	27%
Avec Nvelles Assurances	60%	132%	199%	130%	96%

- Le taux d'emploi du secteur des assurances pourrait doubler sur les quatre prochaines années d'effectivité des assurances obligatoires.
- Un gain de confiance aux entreprises pour offrir davantage de débouchés commerciaux.

○ C-I. ARGUMENTS D'UTILITE

□ Croissance des Emissions de crédit pour le secteur Bancaire :

C E C	CMR	SN	CI	Tx M	Tx M Corrigé
sans Nvelles Assurances	2%	1%	3%	2%	4%
Avec Nvelles Assurances	72%	190%	86%	116%	60%

- Les nouvelles assurances obligatoires apportent une sécurisation des prêts aux entreprises et aux particuliers par la couverture complète de l'activité économique. La croissance des Emissions de crédit passe de 4% à 60% en moyenne corrigée sur les quatre premières années.
- Une mutualisation parfaite des risques.
- Une Baisse des taux de crédits bancaires lié à la protection contre le risque de non remboursement (couverture complète du risque de défaut des ménages, du risque de défaut des entreprises et du risque de décès des personnes).
- Optimisation du ratio de solvabilité des banques via l'optimisation des fonds propres et du provisionnement en cas de créances douteuses.

○ C-I. ARGUMENTS D'UTILITE

□ Croissance des Commissions de Courtage assurance pour les Banques :

CCCA	CMR	SN	CI	Tx M	Tx M Corrigé
sans Nvelles Assurances	46%	4%	20%	24%	14%
Avec Nvelles Assurances	274%	132%	199%	202%	200%

- Hausse significative des Commissions courtage assurances pour les banques en tant que apporteurs d'affaires.
- Assainissement de la tarification en Bancassurance et Assurbanque.

□ Croissance du nombre d'Emprunteurs Particuliers

CNE	CMR	SN	CI	Tx M	Tx M Corrigé
sans Nvelles Assurances	12%	3%	27%	14%	12%
Avec Nvelles Assurances	83%	91%	122%	98%	85%

- Forte hausse des émissions de crédit aux particuliers.
- Un gain de confiance accru, tant chez les prêteurs que chez les consommateurs de biens et services, suite à la couverture des risques inhérents à l'activité économique par les produits assurés.

○ C-I. ARGUMENTS D'UTILITE

□ Croissance de l'activité économique par le Produit Intérieur Brut (PIB)

- Optimisation des transactions économiques et financières.
- Croissance du financement des projets d'entreprise et personnels.
- Hausse significative du financement des ménages sur l'immobilier.
- Hausse significative de la consommation des ménages en biens et services durables.

□ Croissance de la Protection Sociale

- Développement de la prévoyance par l'hygiène et la couverture des risques sociaux
- Un gain de confiance sur la santé et les autres couvertures de risques sociaux avec impact sur l'emploi et les transactions financière.
- Développement de la culture du risque (l'éducation des peuples).

○ C-I. ARGUMENTS D'UTILITE

□ Solutions aux problèmes du système financier de la zone CIMA

- Les acteurs du système financier de l'Afrique subsaharienne (zone CIMA) sont durablement confrontés aux problèmes suivants :
 - Comment sortir du sous financement de l'économie de nos zones monétaires d'Afrique de l'ouest africaine et d'Afrique centrale ?
 - Les établissements financiers ne prenant pas de risques devant l'inconnu, comment accompagner les Etats pour atténuer ces risques et mieux structurer le financement des PMI et PME ?
 - Comment inciter les banques à financer d'avantage les entreprises en tenant compte des réels problèmes que cause la présence sur nos marchés des oligopoles (banques françaises, banques nigérianes, banques marocaines) qui ne financent pas les économies régionales mais plutôt les projets de leurs entreprises ?

Cette étude d'impact, à travers toutes les utilités présentées ci-dessus, apporte des solutions à ces problèmes notés sur nos marchés qui passent par un projet commun.
- L'étude expose clairement à l'ensemble des acteurs du marché financier de la zone CIMA, la nécessité pour nous africains, d'intégrer l'assurance dans nos activités financières, en lieu et place de développer des produits dérivées complexes ; une assurance avec toutes ses dimensions.

○ **C-I. ARGUMENTS D'UTILITE**



C-I.2 Argumentaires envers les Etats et la CIMA

EN ANNEXE (Résumé de l'étude)

○ **C-II. ARGUMENTS DE FAISABILITE**



EN ANNEXE (Résumé de l'étude)

D. SYNTHESE

○ **D-I. PRÉAMBULE**



EN ANNEXE (Résumé de l'étude)

○ D-II. LES IDEES EMERGENTES SUITE A LA RENCONTRE DES MARC



Idée 1 : Le problème relatif **au règlement des sinistres pour les assurances existantes** tient à cœur tous les acteurs rencontrés. Sur ce sujet, ils ont tous évoqué les solutions qu'il faudrait mettre en place pour résoudre définitivement ce problème sur le périmètre actuel des assurances avant de penser à le faire évoluer.

Ainsi, nous proposons de créer pour chaque pays, une institution de centralisation et d'automatisation du paiement des sinistres (sous forme de caisse de résolution et de compensation), avec un rôle de réassureur, de contrôle et de police.

Idée 2 : La sous tarification (ou encore le défaut de tarification) des risques pose de sérieux problèmes en zone CIMA, et relève du manque de pratique de l'actuariat au tout début de la commercialisation des produits d'assurance. Ainsi, nous proposons des solutions par la création d'un bureau commun de statistiques, de tarification et de provisionnement qui se chargera aussi d'établissement, de mises à jour et de contrôle des barèmes par type de risque ainsi que la construction des tables (de mortalité, de transition, etc.). Ce bureau commun aura un siège dans un pays et une antenne dans chaque autre pays membre de la FANAF. Cette proposition sera mise à disposition à la fin de cette étude.

Idée 3 : Notre troisième constat général est que les acteurs du marché financier, de l'économie et du secteur étatique n'ont pas une vision réelle **des corrélations profondes entre leurs activités et celle du secteur des assurances**. Il est nécessaire que la FANAF en prenne conscience et commence à travailler sur le sujet.

○ D-II. LES GRANDS ENSEIGNEMENTS DU PROJET

Après plus de trois mois d'investissement dans ce projet, nous exposons ci-dessous les grands enseignements qui nous aiderons à poursuivre nos travaux :

E1 : L'Afrique subsaharienne et la disponibilité des données.....

E2 : Aujourd'hui l'assureur, le banquier et l'État sont relégués au même plan par le peuple africain qui acceptera difficilement de se formaliser par rapport à l'écosystème qui relie ces trois acteurs. Les acteurs économiques ont l'impression que le cycle inversé s'apparente à du vol car les prestations promises tardent à venir ou ne viennent jamais.

Il sera difficile (voire impossible) de résoudre les problèmes des pays de la zone CIMA sans donner à l'assurance sa place et sa dimension réelle dans tous les domaines d'activités économiques.

L'assurance doit être considérée comme une infrastructure économique car nous ne pouvons pas vivre sans solidarité, et la meilleure organisation de la solidarité c'est l'assurance ; la mondialisation des échanges fait que les acteurs doivent se couvrir et se faire confiance en même temps.

○ D-II. LES GRANDS ENSEIGNEMENTS DU PROJET

E3 : Une richesse réelle produite non mesurable par les normes occidentales et non monétisée ; du temps perdu par nos Etats dans l'adaptation des normes occidentales à nos espaces économiques non conformes. Le projet a prouvé qu'il est grand temps que nous construisions nous même nos modèles, et cette étude de la FANAF en est un début.

E4 : Aujourd'hui les banques sont obligées d'avoir des sûretés réelles sinon elles sont tenues de provisionner leurs engagements sur les crédits qu'elles octroient. Ainsi, dans la classification des Banques Centrales de l'Afrique subsaharienne, il faut impérativement qu'une assurance en cas de défaut (temporaire) puisse avoir le même niveau que l'hypothèque ; ceci rendra à l'assurance de défaut une dimension de garantie normale.

E5 : Cette étude nous a permis de comprendre que la FANAF peut mieux organiser son lobbying envers les Etats et le système financier en articulant ses propositions autour de la valeur ajoutée qu'elle peut apporter dans la couverture complète du marché économique en assurances et dans l'organisation et l'élaboration du produit intérieur brut.

E6 : Dans des pays où le taux de financement est très bas, la seule solution de précaution pécuniaire c'est l'assurance. Une démonstration est faite en annexe (arbitrage finance-assurance).

E7 : Rendre des assurances obligatoires permettra de limiter le risque d'antisélection et de volatilité des comptes de résultat, par la création d'un bureau commun de statistiques, de tarification et de provisionnement.

○ D-III. LES ACTIONS A MENER

Suite aux idées émergentes, aux enseignements du projet et au constat sur l'état des économies des trois pays cibles, nous considérons que notre étude relative aux assurances obligatoires doit contribuer à mettre en application les actions suivantes :

- ❖ **ACTION 1** : Travailler vers l'objectif de faire disparaître de l'esprit des acteurs économiques africains, **cette conception de l'assurance** comme étant de la confiscation ou encore de la fiscalisation ; atteindre cet objectif nécessite une garantie des règlements effectifs des sinistres dans chaque marché par la FANAF et la CIMA.
- ❖ **ACTION 2** : Travailler vers l'objectif de convaincre nos Etats à accepter que le chemin vers **la formalisation des acteurs économiques** passera par deux étapes : d'abord par l'obligation de disposer d'un compte social à travers le numéro de téléphone qui est un dénominateur commun pour mettre la main sur tous les contribuables ; ensuite mettre en place la **couverture des activités par des assurances obligatoires** ; donc expliquer aux Etats qu'il faut approcher l'informel par **l'assurance**, et la fiscalisation viendra après ; instituer l'assurance comme un prolongement de la tontine en se rappelant de la stratégie de formalisation dans un pays comme la France (obligation de payer le salaire dans un compte bancaire pour toutes les entreprises).

○ D-III. LES ACTIONS A MENER

- ❖ **ACTION 3** : Travailler vers l'objectif de couvrir en assurances toutes les activités formelles et informelles de l'économie des pays de la zone CIMA, par la redistribution et la mutualisation (la réalité de l'assurance qui doit être la conception des africains).
- ❖ **ACTION 4** : Travailler vers l'objectif de recharger l'assurance d'émotions positives pour le bien être de toutes les populations.
- ❖ **ACTION 5** : Travailler vers l'objectif de permettre aux Etats, aux banques Centrales, aux Banques Commerciales et aux Entreprises de prendre en compte l'INDUSTRIE de l'assurance ; il n'existe pas de couvertures de l'activité dans nos marchés économiques et financiers et il est impératif de passer par l'assurance et éviter la sophistication de la finance.
- ❖ **ACTION 6** : Il est nécessaire d'associer l'OHADA au projet et regarder ensemble les connexions ; une rencontre serait souhaitable pour lever les incompréhensions entre les assureurs du marché de la CIMA et les entreprises qui ont externalisé leur passif social et qui doivent suivre les Reporting 16B et 16B Bis de l'OHADA.

○ CONCLUSION

- Le modèle est en place autour d'un scénario central. Il est possible de le complexifier en mettant en place un scénario pessimiste et un scénario optimiste autour du scénario central. Il est aussi possible de l'utiliser pour d'autres études d'impacts d'activités qui intègrent le PIB.
- **Ce projet est un début à la construction de nos modèles africains.**
- Les séances de travail tenues avec les acteurs du marché des assurances, du marché financier et du secteur étatique (ministères et institutions) ont apporté une forte valeur ajoutée à notre conception de cette étude d'impacts. Un résumé de l'ensemble de ces rencontres est détaillé dans le paragraphe de la Bibliothèque des données du projet.
- Pour la suite des travaux, nous proposons les étapes suivantes :
 - Organiser avec les DNA et les associations des assureurs de chaque pays cible une séance de présentation du projet aux services étatiques qui réalisent le produit intérieur brut afin de répliquer le travail effectué au Sénégal ; nous solliciterons les collaborateurs afin qu'ils modifient ou valident nos hypothèses.
 - Elargir l'étude aux autres pays en organisant avec les DNA et les associations des assureurs des autres pays de la zone une rencontre identique ;
 - Organiser une rencontre avec la CIMA et l'OHADA pour présenter le projet.

○ A5- CONCLUSION ET PRÉCONISATIONS

- Organiser un séminaire regroupant tous les techniciens des assurances de la zone sur la nouvelle conception strictement africaine de la tarification des risques (comment pratiquer l'actuariat en absence de statistiques conséquentes).
 - Proposer à chaque pays de la zone une pré-étude actuarielle de la mise en place d'une couverture maladie universelle.
 - Proposer aux Etats une amélioration de l'évaluation du PIB.
- Si ce projet est mené jusqu'au bout, alors les Etats marqueront beaucoup plus de respect et de considération à l'organisation de la FANAF. Il faut impérativement que nous trouvions ensemble les moyens de financer la suite du projet.

E. ANNEXES

○ **E-I. IMPACTS PAR RISQUE**



(Résumé de l'étude)

○ **E-II. LES DONNEES (VARIABLES ET PARAMÈTRES)**



(Résumé de l'étude)

MERCI POUR VOTRE ATTENTION